



Mairie de Blaye (33390)

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille quatorze, le quatre mars, Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale en date du 25 février, sous la présidence de Monsieur GARAUDY, conseiller municipal.

Etaient présents :

M. RIMARK, Mme BAUDÈRE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme LE TORRIELLEC, Adjoint et Mme NEBOIT, M. CUARTERO, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, Mme DELMAS SAINT HILAIRE, M. ELIAS, Mme BERTET, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. LIMINIANA, M. GARAUDY, Conseillers Municipaux

Etaient excusés et représentés par pouvoir :

Mme CASTETS à Mme MERCHADOU, M. LACOSTE à M. LIMINIANA

Etaient excusés :

M. RENAUD, Mme BERGEON

Etaient absents :

M. GRENIER, M. LAMARCHE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme LE TORRIELLEC est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 22

Pour : 19

Contre : 3

Abstention : 0

SUJET N° : 18 – BUDGET ASSAINISSEMENT M 49 – COMPTE ADMINISTRATIF

Le Conseil Municipal délibère à la majorité

Sur la base du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121.31, L2341.1 à L2343.2 et au vu de la délibération en date du 19 mars 2013 approuvant le budget primitif de l'exercice 2013, il vous est demandé d'adopter le compte administratif 2013 du budget annexe M49 Assainissement comme suit :

	EXPLOITATION	INVESTISSEMENT
DEPENSES	136 851.68 €	60 243.68 €
RECETTES	150 224.39 €	132 581.19 €
EXCEDENT	13 372.71 €	72 337.51 €
DEFICIT	-	-

La commission n° 1 (Finances- Personnel- Administration Générale) s'est réunie le 25 février 2014 et a pris acte.

Fait et accepté en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire
pour avoir été reçu à la
Sous- Préfecture le :

21 MARS 2014

